

Réforme des rythmes scolaires : activités diverses à la place de lecture/calcul

écrit par Christine Tasin | 30 janvier 2013



Et tout ça aux frais et des parents et des contribuables.

L'entreprise de destruction massive de la France entreprise par ceux qui nous gouvernent devait, forcément, toucher le saint des saints, l'école, pourtant déjà considérablement amochée par plus de 2 décennies d'application des thèses pédagogistes du sieur Meirieu, grand ami de Jospin...

Sarkozy avait supprimé l'école le samedi matin, à charge pour les enseignants de compenser par deux heures de soutien par semaine, entre midi et deux ou le soir, les heures perdues.

Une réforme signée Sarkozy laissée en l'Etat par un gouvernement socialiste ? Inconcevable !

Alors ils nous [expliquent](#) que nos rythmes sont mauvais, que les journées scolaires sont trop longues, qu'il faut ménager nos pauvres torturés de l'école républicaine et donc alléger chaque journée d'une demi-heure.

Pour cela il faut, forcément, ajouter une demi-journée de cours compensatrice, le mercredi matin.

On ne s'attardera pas sur le fait que depuis plus d'un siècle toutes les générations d'écoliers ont supporté sans pâlir ni s'étioler une journée de classe de 6 h, et dans des conditions autrement plus difficiles qu'actuellement. On ne s'attardera pas sur le fait que, puisque les parents travaillent, la journée passée en-dehors de chez eux ne sera pas plus courte pour l'immense majorité des enfants qui useront plus longtemps des services de la garderie et passeront à jouer ou à faire des "activités" le temps passé autrefois à lire ou écrire. On ne s'attardera pas, non plus, sur la coupure du mercredi, réservé au "temps pour soi", au jeu, à la détente, que ce soit chez soi ou dans un lieu de garde, qui permettait de reprendre avec plus d'allant et d'enthousiasme le chemin de l'école le jeudi.

Tout cela, on l'a compris, la "gauche" au pouvoir n'en a cure.

Ce qui [l'intéresse](#) tient en 3 points :

- Défaire ce qu'a fait Sarkozy, par haine idéologique.
- Changer pour changer pour avoir l'air "dans le coup" et novateur, de préférence en appliquant toutes les idées des sociologues et autres "logues" que le PS traîne dans son orbite depuis 1981.
- Obliger les collectivités locales à employer animateurs et surveillants ou à rémunérer petites compagnies, théâtrales ou autres, pour intervenir dans les classes. C'est comme cela que, sur le dos du contribuable, en France, le PS, en bon héritier du système féodal, pratique le clientélisme. En multipliant le nombre d'obligés que génèrent leurs réformes, le PS se crée un vivier d'électeurs non par choix mais par intérêt. Et naturellement tout cela sur le dos des élèves qui vont devoir subir des heures d'activités diverses pour les "occuper" au lieu de les nourrir intellectuellement.

Quant au reste... Qui va payer, dans chaque département, le

surcoût de transport pour le mercredi (500000 euros par année dans l'Indre par exemple) ?

Qui va payer le fonds spécifique de 250 millions d'euros débloqués exceptionnellement pour 2013 par le gouvernement ?

Pour 2013 on sait, c'est nous, forcément, cela va être payé par nos impôts. Pour les années suivantes, ce sera encore nous mais au niveau des impôts locaux, à moins que l'on ne fasse, tout simplement, payer les usagers, soit les parents, la demi-heure de garderie supplémentaire... soit, pour une famille de Français moyens payant le tarif normal, puisque toute heure commencée est due, une ardoise supplémentaire d'environ 120 euros mensuels...

Soit 1500 euros par an que les parents n'investiront pas dans des vacances, des vêtements, de la nourriture, des sorties, soit un coup bas, une fois de plus, dans la fameuse croissance dont on nous serine qu'elle est vitale.

L'impéritie de notre gouvernement atteint un niveau abyssal.

Christine Tasin